
DISCOURS DE MONSIEUR LE MAIRE

Rassemblement citoyen – Appel de l'Association des Maires de France

Solidarité avec les communes et élus visés par les violences

Lundi 19 octobre 2026 – 12 h 00 – Parvis de la mairie de Davayé

Mesdames, Messieurs,

Chers Davayoutis, chers habitants des communes voisines,

Chers collègues élus, chers agents, chers amis,

Merci. Merci à chacune et chacun d'entre vous d'avoir répondu, en ce midi d'un lundi d'octobre, à l'appel que nous relayons ici, celui de l'Association des Maires de France et de nos associations départementales. Votre présence, ce matin, devant cette mairie, dit à elle seule une grande partie de ce que nous sommes venus affirmer.

Au cours des derniers jours, plusieurs mairies de notre pays ont été prises pour cibles : violences, dégradations, incendies. Des bâtiments publics ont été attaqués ; des élus, des agents, des familles ont été menacés, insultés, parfois agressés. Dans certains villages, c'est la mairie elle-même — la maison commune, la maison de tous — qui a été frappée au cœur.

Nous sommes réunis ici, aujourd'hui, pour dire d'abord que nous pensons à eux. À ces maires, à ces adjoints, à ces conseillers municipaux, à ces secrétaires de mairie, à ces agents qui, souvent dans la discrétion, souvent gratuitement, consacrent du temps, de l'énergie et parfois leur santé à servir leurs concitoyens. Nous leur disons, depuis Davayé : nous sommes avec vous. Vous n'êtes pas seuls.

Une mairie, en France, ce n'est pas seulement un bâtiment. C'est le premier visage de la République. C'est l'endroit où l'on vient enregistrer la naissance d'un enfant, préparer un mariage, pleurer un proche. C'est l'endroit où l'on vote, où l'on dépose une demande, où l'on fait entendre une inquiétude, où l'on prépare une fête. C'est, dans chacun de nos villages, le point d'appui de la vie commune.

S'attaquer à une mairie, ce n'est donc pas s'attaquer à des murs. C'est s'attaquer à ce que nous avons de plus concret, de plus proche, de plus quotidien de notre démocratie. C'est s'attaquer à cette idée simple, mais essentielle, qu'en République, les désaccords se règlent par la parole, par le vote, par le droit — jamais par la peur, jamais par le feu, jamais par la violence.

Alors, en ce lundi 19 octobre, nous réaffirmons collectivement, et je crois pouvoir dire sans détour, notre attachement à ces valeurs qui tiennent notre pays debout depuis plus de deux siècles : la Liberté, l'Égalité, la Fraternité. Elles ne sont pas des mots gravés dans la pierre une fois pour toutes ; elles sont une promesse à défendre, chaque jour, par chacun d'entre nous, dans nos gestes, dans nos paroles, dans nos engagements.

Nous réaffirmons notre attachement au respect des institutions démocratiques — l'État, la Justice, l'École, les collectivités territoriales, les corps intermédiaires — qui, par leurs désaccords même, par leurs débats, par leurs contrepoids, font vivre notre démocratie. Nous réaffirmons notre attachement aux libertés publiques : la liberté d'expression, la liberté de manifester, la liberté d'exercer un mandat sans crainte pour soi ni pour les siens.

Être maire, aujourd'hui, c'est accepter d'être exposé. C'est accepter la critique, l'interpellation, parfois l'injustice. C'est normal, c'est même sain : nous avons des comptes à rendre à ceux qui nous ont élus. Mais la critique n'est pas la menace. L'interpellation n'est pas l'insulte. Le désaccord n'est pas la haine. Et rien, jamais, ne peut justifier qu'une femme ou qu'un homme soit frappé, menacé ou brûlé parce qu'il a accepté de porter l'écharpe tricolore pour servir ses voisins.

Ce que nous disons ici, nous le disons toutes sensibilités confondues. Les maires de France, dans leur immense majorité, n'appartiennent à aucun camp partisan. Ils sont des femmes et des hommes du quotidien, enracinés dans leur territoire, souvent au-delà des étiquettes. C'est précisément cette diversité, cette présence patiente sur le terrain, qui fait la force de notre démocratie locale. L'attaque dirigée contre l'un d'entre nous est,

en réalité, une attaque dirigée contre tous — et c'est pourquoi la réponse doit, elle aussi, être collective.

À Davayé, nous avons la chance de vivre dans un village où le dialogue l'emporte, où la vie associative est forte, où les désaccords, lorsqu'ils existent, s'expriment en se parlant plutôt qu'en se tournant le dos. Cette chance, nous ne devons jamais la tenir pour acquise. Elle se construit, elle s'entretient, elle se transmet. Elle commence par des gestes simples : saluer, écouter, respecter, faire le choix du débat plutôt que celui de l'invective.

Je veux avoir, enfin, une pensée pour notre jeunesse. Ce sont nos enfants qui, demain, feront vivre nos mairies, nos associations, notre démocratie. Ce que nous faisons aujourd'hui, ce que nous disons aujourd'hui, ce que nous refusons aujourd'hui, nous le faisons aussi pour eux. Pour leur transmettre un pays où l'on peut encore, en 2026 comme en 1789, croire à la force du bulletin, à la force de la loi, à la force du débat.

Alors, à l'ensemble des maires, des élus, des agents et des habitants des communes meurtries ces dernières semaines, je redis depuis Davayé notre solidarité, notre fraternité et notre soutien plein et entier. À celles et ceux qui pensent, par la peur ou par la violence, pouvoir faire reculer la République dans nos villages, je redis que ce n'est pas, et que ce ne sera pas, le choix de notre pays.

Je vous invite, dans un instant, à observer avec moi une minute de silence en pensée à toutes celles et tous ceux qui ont été touchés, et en pensée aussi à notre République.

Vive la commune, vive la République, et vive la France.

Kevin TESSIEUX
Maire de Davayé

